



La Newsletter Inter Consortia

Numéro 0002 de Avril à Juin 2022

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne.
Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Inter consortia et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne



ECHOS DES CONSORTIA

P. 5-6

Situation humanitaire à Sebba : Entretien avec l'équipe de RECOSA

« ...Il n'y a plus d'électricité, de vivres, ni de condiments à suffisance... »

Actu Inter Consortia

Première rencontre du groupe «Cohésion sociale»



P. 4

Réponse humanitaire après l'attaque de Seytenga

«...Beaucoup sont stressés...traumatisés, surtout les enfants.»



P. 7-8

Echos des Consortia

Des périmètres maraichers réhabilités pour améliorer et accroître les productions dans la région du Nord



P. 9

S O M M A I R E



- Edito

P. 3



- Première rencontre du groupe «Cohésion sociale»
- Les consortia échangent autour de la résilience...

P. 4



- 4è Comité de coordination du PDU

P. 4



- « ...Il n'y a plus d'électricité, de vivres, ni de condiments à suffisance...»

P. 5-6



- «...Beaucoup sont stressés... traumatisés, surtout les enfants.»

P. 7-8



- Zoom sur l'Appui aux AGR dans le cadre du PROGRESS

P. 8



- Des périmètres maraichers réhabilités pour améliorer et accroître les productions dans la région du Nord

P. 9



- D.A, mère bénéficiaire de la stimulation, CHR de Dori

P. 10



- Omar Kaboré, animateur local dans la région du Nord témoigne de l'utilité de sa formation sur Leadership et gestion des conflits

P. 10



- Transversalité entre la protection sociale et la gouvernance locale : audiences foraines pour l'établissement des actes d'état civil pour les bénéficiaires du transfert monétaire

P. 11



- Charles SAWADOGO, Un maillon essentiel de PARIC à DJIBO

P. 12



Pierre Fichter

Coordinateur de la cellule
Inter consortia

S'adapter et se réinventer quotidiennement tout en apportant une réponse d'urgence

Ces dernières semaines, les organisations qui mettent en œuvre le Programme de Développement d'Urgence ont dû relever de nombreux défis au niveau terrain. Dans le dernier numéro de notre newsletter, nous évoquons déjà le risque de crise alimentaire pendant cette période de soudure et la réponse qui était en préparation afin d'accompagner les communautés bénéficiaires dans les zones d'intervention du programme.

Aujourd'hui ces zones d'intervention du PDU sont en effet touchées par d'importants problèmes de productions agricoles et d'approvisionnement, conséquences de la situation sécuritaire et du déplacement forcé d'une grande partie de la main d'œuvre agricole. Les productions agricoles de la saison 2021 ont été faibles du fait d'une pluviométrie insuffisante, et l'approvisionnement des marchés est rendu de plus en plus difficile dans certaines localités comme Djibo, Dori, Sebba ou Titao à cause de l'augmentation des incidents sécuritaires sur les axes routiers principaux, mais aussi les blocus imposés par les groupes armés. A cela est venu s'ajouter l'impact de la guerre en Ukraine particulièrement sur les importations, au niveau national. La combinaison de ces facteurs a donc entraîné une hausse importante des prix de certains produits de première nécessité, et les populations déjà vulnérables des zones touchées par la crise humanitaire subissent de plein fouet cette hausse du coût de la vie tandis que les réserves alimentaires sont insuffisantes. Entre temps au mois de juin, plusieurs événements dramatiques sont venus renforcer une situation humanitaire déjà critique. Dans la nuit du 11 au 12 juin, l'attaque contre la ville de Seytenga a

poussé près de 30 000 personnes à se réfugier à Dori. Depuis des menaces pèsent sur d'autres localités comme Markoye ou Sebba. De manière générale l'accès se restreint, particulièrement dans la région du Sahel. La stratégie d'isolement des villes par les groupes armés, conjuguée aux mouvements de populations, impactent lourdement ces territoires en termes d'accès aux ressources et aux services sociaux de base.

Dans cette édition nous vous proposons notamment de voir comment les équipes sur le terrain s'adaptent à ces contraintes grandissantes tout en continuant à proposer une réponse aux populations durant cette période éprouvante.

En dépit de cette situation difficile, il nous semble aussi important de montrer les avancées réalisées dans les localités où les contraintes sécuritaires sont plus modérées, et comment les bonnes pratiques développées par les organisations en collaboration avec les communautés produisent des résultats importants en termes de résilience des territoires dans ce contexte de crise globalisée.

On le comprend donc, le Programme de Développement d'Urgence doit se réinventer quotidiennement dans le cadre d'une approche de nexus (Humanitaire, Paix et Développement) dont la mise en œuvre du côté des acteurs humanitaires et des partenaires étatiques, est primordiale pour apporter une réponse pérenne à la crise sahélienne. La cellule inter consortia est en train de réaliser un travail de capitalisation sur l'implémentation du nexus dans le cadre du PDU, et nous reviendrons largement sur le sujet dans le prochain numéro. ■

ACTU INTER CONSORTIA

Première rencontre du groupe «Cohésion sociale»

En lien avec sa mission de développer les échanges de bonnes pratiques entre les acteurs et animer des processus de capitalisation, la cellule inter consortia a initié la mise en place de groupes de travail sur les thématiques identifiées comme essentielles dans le cadre du PDU. C'est dans ce sens que s'est tenu le 31 mai dernier, la première rencontre du groupe thématique «Cohésion Sociale» à Ouagadougou dans la salle de réunion de la Société Internationale des Langues (SIL). Ils étaient plus d'une dizaine, représentant les consortia du PDU, toutes et tous en charge des questions de cohésion sociale ou de gouvernance locale,



à prendre part à la rencontre. Cet atelier a été l'occasion de faire une analyse de la cohésion sociale dans le contexte actuel des zones

d'intervention du PDU et de présenter l'Indice Burkinabè de Cohésion Sociale (IBCS) développé par Terre des hommes en collaboration avec le Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement (GRAAD). Un travail de correspondance entre les indicateurs utilisés par les consortia et ceux issus de l'indice a été effectué par les participants. Cela va permettre de mettre en œuvre l'IBCS dans les zones d'intervention du PDU afin d'y mesurer l'état actuel de la cohésion sociale ainsi que l'impact du programme dans ce domaine. La collecte des données devrait démarrer au mois de septembre prochain.

Les consortia échangent autour de la résilience...

A l'instar de l'atelier sur le groupe thématique cohésion sociale, la cellule inter consortia a initié un atelier sur la thématique Résilience qui est l'une des thématiques principales du programme de développement d'urgence. Tenu, le mercredi 15 juin 2022 à Ouagadougou à l'hôtel Royal Beach, l'organisation de cet atelier entre dans le processus d'accompagnement des consortia à la capitalisation du programme, de partage d'expérience et de renforcement de capacité et d'apprentissage.

Les participants, composés des coordinateurs des consortia ainsi que leurs staffs en charge des questions de Santé-Nutrition, Sécurité alimentaire et Moyens d'existence ainsi que de l'équipe de la cellule inter consortia, ont pu faire le point des bonnes pratiques déjà engrangées dans le cadre du PDU, identifier les thématiques ou sujets sur lesquels il existe un besoin de renforcement de capacités ; et jeter les bases d'un plan de capitalisation avec des thèmes et approches prés identifiés.

4^e Comité de coordination du PDU



Le jeudi 16 juin, s'est tenu dans la salle de réunion de la délégation de l'Union européenne, le 4^{ème} comité de coordination du PDU. Cette rencontre intervient à l'issue d'un quatrième exercice de collecte de données et de production d'un état d'avancement du programme. Elle s'est donc fixée pour objectifs de présenter le niveau d'avancement des activités au 31 mars 2022, de mettre à jour l'analyse de contexte des différentes zones d'intervention et d'envisager des scénarii possibles de l'évolution du

contexte dans les prochains mois. Le comité de coordination, ayant réuni les chefs de mission des ONG leads des 5 consortia et les coordinateurs desdits consortia ainsi que des représentants de l'Union européenne, a permis d'identifier certaines difficultés opérationnelles et d'échanger autour des potentiels réajustement à opérer. A noter la présence des représentants de ECHO.

L'essentiel des échanges a tourné autour de: l'impact de l'évolution de

la situation sécuritaire, de l'insécurité alimentaire et des actions urgentes à mettre en œuvre dans le contexte actuel. A l'issue des échanges, il est ressorti, la nécessité de réaliser un document de plaidoyer commun à tous les consortia qui fasse une analyse de l'évolution du contexte d'intervention, des difficultés rencontrées et des solutions envisagées pour répondre à la crise humanitaire et continuer à mettre en œuvre le programme. Ce document à destination de l'Union européenne devrait fournir des données nécessaires pour permettre une certaine flexibilité aux consortia et revoir les aspects des projets qui nécessitent une profonde réadaptation en phase avec le contexte. Il est par ailleurs ressorti, la nécessité de réfléchir à une meilleure intégration des PDI dans les zones d'accueil et à l'identification de zones de repli identifiées selon des critères bien définis.



Situation humanitaire à Sebba : Entretien avec l'équipe de RECOSA

« ...Il n'y a plus d'électricité, de vivres, ni de condiments à suffisance... »

Sebba, était jusque-là, la seule commune accessible dans la province du Yagha, zone d'intervention du programme Résilience et Cohésion sociale au Sahel (RECOSA). Quand bien même la ville était sous la menace terroriste, elle accueillait la plupart des déplacés venus des cinq autres communes de la province, et il était toujours possible de mettre en œuvre certaines activités. Ces dernières semaines, la situation dans la zone s'est bien dégradée. La ville est désormais sous blocus avec une surveillance de l'axe Dori-Sebba par les groupes armés non étatiques. Sebba manque quasiment de tout. Face à cette situation des plus inquiétantes, les staffs de Médecins du Monde Espagne (MdME) et Vétérinaires Sans frontières Belgique (VSF-B) qui y travaillent pour le compte de RECOSA, ont dû être évacués à Ouagadougou. Rentrés d'urgence à Ouagadougou, ils dépeignent dans les lignes qui suivent, ce qu'est devenue la ville à la veille de leur départ. Leurs propos ont été complétés par Humanité & Inclusion (HI) et l'Association Nodde Nooto (A2N) tous membres du consortium qui décrivent les conséquences de cette crise sur le programme ainsi que les stratégies d'adaptation imaginées. Gros plan sur une situation très préoccupante.



Inter consortia (IC) : Quelle était la situation dans la ville de Sebba avant votre départ ? A quoi ressemblaient vos journées de travail ?

RECOSA : Il y a des centaines de déplacés internes qui arrivent chaque jour. La population a reçu plusieurs menaces des groupes armés, ce qui a entraîné une grande peur. Les gens sont retranchés chez eux et ceux qui étaient hors de Sebba essayaient de trouver refuge. Le manque d'eau est un problème crucial avec un seul château d'eau pour la ville. C'est l'armée qui mettait du gazoil pour démarrer le groupe électrogène afin de pouvoir alimenter le château mais dès qu'elle finit de puiser l'eau, le groupe est immédiatement éteint. Avant elle le laissait en marche 1 à 2 heures de temps afin que la population puisse s'approvisionner mais compte tenue la rareté de l'essence, ils l'éteignent immédiatement. Aujourd'hui la population n'arrive pas à s'alimenter. Elle s'était organisée en cotisant 1000 FCFA par ménage pour alimenter le groupe électrogène mais il n'y a même plus de carburant à Sebba. Il n'y a plus d'électricité, de vivres, ni de condiments à suffisance. On peut noter aussi le

problème d'abris, nous voyons des PDI dormir dans des maisons inachevées. Le manque de médicaments est également un grand problème. La ville n'est plus ravitaillée par la voie terrestre parce qu'elle n'est pas sécurisée. Il y a la voie aérienne mais elle n'est pas utilisée pour ravitailler la ville. C'est triste de voir les gens pleurer ou mourir par manque de médicament sans pouvoir rien y faire. On ne peut pas prendre en charge les femmes enceintes malnutries, les cas compliqués qui viennent au Centre Médical avec Antenne Chirurgicale (CMA), on ne peut pas les évacuer à Dori parce que personne ne va accepter d'emprunter la voie terrestre. C'est très frustrant de ne pas pouvoir agir comme nous le souhaitons.

Les conditions de travail sont difficiles, seul le réseau TELECEL est disponible quelques heures par jour. Pour se connecter, un cyber café offre ce service grâce à un Very Small Aperture Terminal (VSAT). Nous travaillions avec la peur au ventre, la menace était à un certain point qu'on était obligé de se concerter pour prendre des mesures sécuritaires sur place afin de garder aussi le moral haut.

Une partie de l'équipe avait pu quitter (vendredi 24 juin) Sebba par la route

avant que le blocus sur la ville ne soit fait. D'autres équipes ont été bloquées et attendaient un vol du Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) pour les évacuer, car les mouvements par la route ont été suspendus par toutes les organisations membres du projet suite au dynamitage du pont de Dioungodio reliant Dori à Sebba et la récurrence des engins explosifs improvisés (IED) sur la route. Plusieurs organisations ont fait le plaidoyer et ont obtenu un vol spécial UNHAS pour évacuer le personnel humanitaire bloqué à Sebba.

IC : Sebba était jusque-là l'une des zones toujours accessibles dans la province du Yagha et a accueilli des milliers de PDI, quel a été l'impact sur les activités de RECOSA ?

RECOSA : L'impact de cette situation est le retard dans la mise en œuvre des activités car il a fallu se réadapter et chaque revue de la stratégie prend du temps, étant donné qu'au niveau du consortium nous sommes plusieurs ONG. Ensuite, les décisions devraient être validées par les organes de gouvernance existant au sein du consortium et enfin, certaines fois nous devons avoir l'aval du bailleur. Tout ce processus prend du temps et l'évolution du contexte est tellement rapide que parfois on est obligé de revoir à chaque fois la stratégie.

Un point d'inflexion a été le mois de juin 2021, après l'attaque de Solhan, où des milliers de déplacés sont arrivés vers la ville de Sebba. Cela a eu un impact sur le projet, notamment dans trois aspects : le premier, l'afflux de déplacés a fait collapser les centres de santé qui existaient dans la zone. Le deuxième concerne le ciblage de bénéficiaires qui allait avoir lieu courant juin dans plusieurs villages

Suite Page 6



Les équipes de Vétérinaires Sans Frontières Belgique et Médicos del Mundo de retour de Sebba sain et sauf après le blocus ont rencontré I.S.S, la coordonnatrice du projet RECOSA à Ouagadougou

et communes du Yagha. Le ciblage a dû être annulé et on a été obligé de repenser encore la stratégie d'adaptation.

Le dernier aspect concerne, l'afflux de déplacés qui a eu un impact sur la pression sur les ressources naturelles autour de la ville de Sebba, ce qui peut amener à une augmentation de conflits si des mesures de prévention et mitigation ne sont pas mises en place.

IC : Avec le dynamitage du pont de Dioungodio reliant Dori à Sebba et le blocus sur la ville, compliquant encore plus la situation, quelle peut être la répercussion directe sur vos activités ?

RECOSA : Les activités ont ralenti mais nous sommes en train de revoir notre stratégie, pour mieux l'adapter à la situation, prendre les dispositions afin de continuer le travail. C'est le moment où ils ont encore plus besoin de nous. D'ores et déjà, nous privilégions les vols UNHAS pour tout déplacement sur Sebba. Ce qui induit des coûts supplémentaires au projet et moins de flexibilité dans la programmation des activités, car les vols ont lieu à peine deux jours par semaine. Pour les activités de transferts monétaires, la distribution prévue cette semaine a été annulée et le prestataire ne nous assure pas qu'il pourra continuer à faire les distributions à Sebba. Nous prévoyons de changer de modalité et de travailler avec les commerçants locaux sur la base de coupons qui seront distribués aux bénéficiaires, mais cela prendra quelques semaines. Pour les activités du paquet intégré, on s'apprête à analyser et trouver des alternatives, car les distributions des kits agricoles prévus pour début juillet ne pourront pas se faire tant que le transport par la route restera impossible. Pareil pour la distribution des petits ruminants. Cette situation aura un impact sur les conditions de vie des bénéficiaires, car nous sommes déjà en période de

soudure et les ménages très pauvres ont besoin d'appui pour pouvoir accéder à la nourriture. Également, la campagne agricole est installée et si on ne distribue pas les kits agricoles à temps, les ménages ne pourront pas en profiter.

RECOSA : Depuis plus d'un an, le projet RECOSA s'est fortement adapté pour mener les activités à Sebba. Comme adaptation principale on peut dire que l'arrivée des PDI a entraîné une révision de l'approche du projet, notamment en ciblant des bénéficiaires parmi ces PDI. En effet beaucoup de PDI sont originaires de Mansila et Tankougounadié, communes dans lesquelles il était prévu de cibler les bénéficiaires, mais qui sont inaccessibles depuis le début du projet. De ce fait, la seule façon de pouvoir toucher des bénéficiaires de la province du Yagha c'était de cibler des bénéficiaires à Sebba, venus des autres communes d'intervention. Avec ce nouveau profil de bénéficiaires, beaucoup d'activités ont été réadaptées pour avoir plus de résultats, notamment les activités du paquet intégré (filets sociaux et renforcement des moyens d'existence), car il faut reconnaître que les bénéficiaires TP PDI installés dans les camps ne peuvent pas mener certaines activités (le cas par exemple des activités agricoles s'ils n'ont pas accès à la terre) et il était important de tenir compte de ces aspects pour l'adaptation définitive du paquet dont ils vont bénéficier. Concernant les activités de santé-nutrition, l'adaptation à l'arrivée des PDI s'est fait en juin 2021, avec le déploiement d'un Poste de Santé Avancé dans la ville de Sebba qui a été soutenu par le projet jusqu'en mars 2022. Enfin, les activités de cohésion sociale ont aussi été adaptées, notamment en ce qui concerne la modalité de sensibilisation, qui a été fait à travers la radio, au lieu des caravanes. Également, la question de l'accès et la gestion de ressources naturelles a été élargie aux PDI, avec l'organisation des

espaces de dialogue entre communautés hôtes et PDI et la mise en place de comités de suivi.

Au début du projet, les équipes se rendaient à moto pour mener les activités. Pour des raisons sécuritaires, l'utilisation systématique des véhicules de location et le transport en commun nous a obligé à revoir notre planification. Les activités qui se faisaient en une journée se font maintenant en 3 jours (un jour de route aller et un jour retour), ce qui implique des coûts supplémentaires et du retard dans la mise en œuvre. De plus, les activités de Transfert Monétaire se font en une journée ce qui implique le déploiement d'une équipe à Sebba pour la mobilisation des bénéficiaires.

L'approche d'ancrage communautaire depuis le début du projet s'est avérée efficace comme mesure d'adaptation en cas de dégradation du contexte sécuritaire. Ainsi, nous avons identifié des acteurs communautaires, notamment les coachs endogènes, ce qui nous a permis d'anticiper les difficultés liées aux interruptions fréquentes des réseaux de téléphone. Ces relais communautaires se déplacent pour informer et mobiliser les bénéficiaires. Ils ont aidé dans la mobilisation des bénéficiaires pour la récente formation technique des PDI et populations hôtes sur l'élevage amélioré et le taux de participation est de plus 98%. Pour les activités comme le transfert monétaire ce sont surtout les comités de plainte qui aident à organiser les bénéficiaires sur le terrain. Nous avons fait le choix de ces comités car nous estimons que ces personnes représenteront mieux les populations dont elles sont issues. De plus si ces bénéficiaires étaient amenés à retourner chez eux avant la fin du projet, cela nous permettrait de nous appuyer sur les représentants choisis pour continuer à faire le suivi des activités ■

Propos recueillis le 01 Juillet 2022



Réponse humanitaire après l'attaque de Seytenga

«...Beaucoup sont stressés...traumatisés, surtout les enfants.» Arnaud Wendgouda

Seytenga, commune d'intervention du PDU à travers le projet « Résilience et Cohésion Sociale des Communautés Transfrontalières du Liptako-Gourma » (RECOLG), a connu l'une des attaques les plus meurtrières en juin dernier. Cette attaque a fait 86 morts et provoqué le déplacement de plus de 21 000 personnes vers Dori qui totalisait déjà 66 798 déplacés. Cet incident avec le flux de déplacés est venu rendre la tâche encore plus ardue pour le projet avec des bénéficiaires qui ont fui la terreur de Seytenga pour se retrouver à Dori située à une quarantaine de Kilomètres. Face à ce drame, le consortium composé de Save the Children International (SCI), CARE, DRC, RBM et le CRUS, s'est mobilisé à Dori aux premières heures pour venir en aide aux premiers déplacés. Dans cet entretien, Arnaud Wendgouda, responsable du consortium, revient sur la situation de Seytenga et la réponse de RECOLG à cette situation.



Arnaud Wendgouda
Coordonnateur du projet RECOLG

A la suite de l'attaque perpétrée dans la nuit du 11 au 12 juin à Seytenga, des milliers de personnes ont fui la localité pour trouver refuge à Dori. Dans quelle situation vivent ces déplacés ?

Suite à l'attaque de Seytenga, nous nous sommes joints aux organisations intervenant dans le sahel pour des échanges afin de voir ce qui pouvait être fait pour soulager ces déplacés internes. Nous nous sommes engagés à prendre en charge 1.000 ménages à travers des transferts monétaires. En plus de ces différents appuis, nous orientons les PDI dans des sites et nous facilitons les démarches pour ceux et celles qui souhaitent intégrer des familles d'accueil.

Malgré tout, elles sont confrontées à de nombreux besoins notamment en abris et Kits Non-Food Items (kits non alimentaires) mais aussi en eau et

nourriture. Aussi, au vu des péripéties qu'ils ont enduré dans leurs localités d'origine et des dures conditions d'existence dans les villes hôtes, leur état laisse transparaître un fort besoin de prise en charge psychosocial car beaucoup sont stressés ou traumatisés, surtout les enfants.

Quelle a été la réponse du projet dès l'arrivée des premières vagues de déplacés en provenance de Seytenga, notamment les enfants ?

Nous avons mobilisé nos équipes avec le CRUS comme lead, pour mener des actions diverses pour soulager ces populations qui arrivent sur place souvent dans une situation de désarroi total. Par exemple, les équipes terrain avec les animateurs du CRUS ont effectué des visites dans les sites d'accueil et ont procédé à l'identification des ménages très

pauvres (TP), déjà bénéficiaires de RECOLG à Seytenga avant d'être déplacés à nouveau dans la ville de Dori à la suite de la tuerie récente.

En effet, depuis 2019, nous intervenons à Seytenga sur la protection sociale, la santé-nutrition, le renforcement des moyens d'existence, la résilience, la prévention des conflits et la cohésion sociale. Nous allons continuer d'apporter de l'assistance à ces ménages et travailler à renforcer leur capacité de résilience. Sur les autres aspects, nous continuons la sensibilisation notamment à travers la diffusion de messages radiophoniques pour encourager le vivre-ensemble et la coexistence pacifique.

A Dori, les nouveaux arrivants de Seytenga cohabitent avec les populations hôtes et d'autres personnes déplacées. Quels peuvent être les défis en termes de cohésion sociale et de vivre-ensemble ?

Il est vrai que de nombreux défis se posent aussi bien pour les populations que pour les acteurs qui interviennent dans l'assistance aux personnes en difficulté dans ces zones. Pour les questions de renforcement de la cohésion sociale, nous avons privilégié l'option des ménages hôtes. Les familles déplacées viennent s'ajouter à des ménages hôtes déjà confrontés

 Suite Page 8



Credit photo: © Tahy/Olivier Girard

à de nombreux problèmes tels que l'insuffisance de vivres, la promiscuité, les problèmes financiers, entre autres. Dans l'assistance à ces PDI, il faut tenir compte des ménages hôtes en termes de satisfaction des besoins. Nous encourageons les différentes communautés à être tolérantes les unes envers les autres. Cela passe par l'acceptation de l'autre dans sa spécificité, sa religion, sa culture, ses croyances. La crise sécuritaire a créé une sorte de méfiance et de psychose qui ne facilite pas toujours la coexistence pacifique.

En plus de la réponse que vous avez apporté aux déplacés de Seytenga en particulier les enfants, à ce stade, quels sont leurs besoins spécifiques ?

Il est vrai que SCI ainsi que ses différents partenaires, aussi bien dans le cadre du consortium RECOLG mais aussi avec d'autres partenaires étatiques, travaillent à soulager ces personnes en difficulté. Mais avec la situation sécuritaire qui prévaut, les réponses restent insuffisantes par rapport aux besoins et aux attentes des populations. Par exemple, nous

nous sommes engagés à prendre 1.000 ménages en charge sur divers aspects.

Mais si nous nous en tenons juste aux personnes déplacées internes de Seytenga depuis l'attaque de la mi-juin 2022, à la date du 22 juin 2022, le Conseil National de Secours d'Urgence (CONASUR) a dénombré au moins 30.211 personnes déplacées provenant de 27 villages, avec 14,82% d'hommes, 20,65% de femmes et les plus majoritaires que sont les enfants 64,53%. Avec ces effectifs, notre réponse mérite d'être amplifiée. C'est l'occasion pour moi d'inviter l'ensemble des acteurs à une synergie d'actions afin d'apporter une réponse coordonnée, plus efficace et durable pour ces populations qui ne demandent qu'à vivre dans la quiétude avec la chance de bénéficier des services sociaux de base.

Il faut renforcer les interventions humanitaires mais aussi de développement de sorte que nous puissions aller vers une autonomisation de ces populations. Sinon à ces moments précis et afin

de réduire la vulnérabilité des PDI, il faut rapidement mettre en place un mécanisme d'assistance pour la couverture en alimentation, en soins de santé, en abris et en Kits NFI. C'est essentiellement cela notre priorité.

Quels sont les perspectives du projet pour le trimestre à venir ?

Pour le trimestre à venir, c'est-à-dire de juillet à septembre, en plus des interventions que nous menons déjà, il s'agira de procéder à l'identification de nouveaux PDI à travers une collaboration avec l'action sociale pour l'obtention des listes afin d'organiser l'assistance. Nous allons également poursuivre le transfert monétaire à travers la distribution de cash en espèce. A côté de cela, ce sera le renforcement des moyens d'existence des populations afin de favoriser une meilleure résilience de leur part et contribuer à leur autonomisation, nous l'espérons, sur la durée. ■

Recueilli le 05 Juillet 2022

Des périmètres maraîchers réhabilités pour améliorer et accroître les productions dans la région du Nord

Érigés sur des surfaces de 0,5 à 1 hectare, les périmètres maraîchers des communes de Rambo, Ramdolla, Kalo, bissigaye, Zogoré, Viré-songdin, Ségué Mossi, Tiffélé/Bougré, Tiffélé/Nakombo dans la Région du Nord, sont exploités par des groupements de femmes (minimum

La réhabilitation de ces périmètres a été rendue possible par le projet de renforcement durable de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de la cohésion sociale des communautés rurales du Burkina Faso et du Niger - « Améliorons Nos Vies ».

Les travaux de réhabilitation et de construction ont porté essentiellement sur la reprise des clôtures complètes avec du grillage sur toutes les superficies, l'approfondissement des puits à 17 m, la construction de margelles et la stabilisation de postes pour motopompe.

Grâce à l'aménagement de ces périmètres maraîchers, ces groupements de femmes ont mis en place une caisse d'épargne qui va leur permettre d'épargner après l'écoulement de leurs produits. En outre cette caisse va aussi leur permettre de reprendre les activités sur le terrain les prochaines années.

De ces bénéfices tirés, ces femmes parviennent à améliorer le bien-être de leurs familles et scolariser leurs enfants.

Au vu de la situation sécuritaire qui prévaut dans la Région du Nord et de la rareté des pluies qui plongent de nombreuses familles dans la famine et la misère, ces



20 personnes par groupement) réunissant au total 325 exploitants, dont 311 femmes et 14 hommes qui y produisent des spéculations telles que l'oignon, la pomme de terre et le chou.



aménagements permettront de soulager ces nombreuses familles vulnérables ■

Zoom sur l'Appui aux AGR dans le cadre du PROGRESS

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Résilience et de Cohésion Sociale au Sahel (PROGRESS), 2 568 ménages vulnérables ont été appuyés pour le développement d'activités génératrices de revenus (AGR). Chaque ménage a reçu à cet effet un montant de 100 000 FCFA comprenant les frais d'équipement/investissement et un fonds de roulement pour un appui total de 256 800 000 F CFA. Cet appui s'est basé sur un travail d'analyse des activités porteuses et une identification conjointe (en interaction avec les ménages Très pauvres et Pauvres) des filières porteuses et viables dans les différentes communes d'intervention. Les activités retenues sont essentiellement le petit commerce (achat/vente de céréales, de

volaille, petite transformation), l'embouche ovine, les métiers : forge, pêche, poterie...). Pour garantir un meilleur impact du projet, les bénéficiaires ont été formés sur plusieurs thématiques de gestion telles les techniques de négociation et de vente, la gestion financière et sur certains aspects techniques pour la réussite de l'AGR (gestion des stocks, hygiène, abris, vaccination, etc.).

Un processus communautaire d'acquisition des animaux pour l'embouche a permis aux bénéficiaires d'avoir des animaux à moindre coût, selon leurs préférences et en un temps réduit. Cette action combinée à la mise en relation des bénéficiaires des AGR avec les volontaires villageois de vaccination (VVV) a aussi permis d'avoir des animaux en bon état de santé et d'éviter les mortalités

après l'acquisition des animaux. La mise à contribution des comités de plaintes mis en place dans chaque village ou intervient le PROGRESS, a facilité la remontée et la gestion des plaintes, ce qui a favorisé une mise en œuvre des projets d'activités comme prévu.

Du reste, un coaching des différents bénéficiaires est permanemment réalisé par l'équipe programme en collaboration avec les services techniques compétents au niveau déconcentré pour assurer la bonne mise en œuvre des activités.

L'activité de développement d'AGR a permis aux ménages appuyés, de diversifier leurs sources de revenu et d'avoir un accès facile aux services financiers de base contribuant ainsi à leur résilience face aux différents chocs.



Un ménage bénéficiaire d'AGR à Fobri, commune de Botou



Photo d'un ménage du secteur du 5 de Nouna/Kossi avec les petits ruminants acquis avec la subvention AGR. Crédit photo : Millogo Dié le 23 mars 2022



Un ménage bénéficiaire d'AGR à Kambardeni, commune de Kantchari

PAROLE DES COMMUNAUTÉS

D.A, mère bénéficiaire de la stimulation, CHR de Dori



Je suis une déplacée interne à Loumbi mais mon village s'appelle Damouné. J'ai quatre (04) enfants. Je suis au centre de réhabilitation nutritionnelle intensif (CRENI) depuis vingt-huit (28) jours. Avant d'arriver dans la zone d'accueil des PDIs, l'enfant faisait la diarrhée et des vomissements. Je me suis rendue au CSPS de Ouédi et on nous a transféré ici. Moi je ne savais pas que c'était de la malnutrition mais j'avais des doutes car l'enfant faisait des vomissements même si c'est de l'eau simple qu'elle buvait, elle vomissait. Sinon chaque jour l'enfant est malade et je partais à l'hôpital avec elle. On donnait des ordonnances mais à un certain moment je ne pouvais plus payer les ordonnances faute de moyens financiers et la maladie s'est aggravée. Moi-même je ne me sentais pas. En plus je n'ai pas de travail, mon mari également. Les ordonnances pour les médicaments coutaient autour de vingt mille franc. Arrivée au CRENI ici, j'ai bénéficié des soins de santé pour mon enfant, j'ai du lait et un toit pour dormir. En plus on prépare de la nourriture pour les accompagnants des malades. En tout cas je remercie le projet. Il y a eu beaucoup d'amélioration parce qu'avant de venir ici, j'avais perdu l'espoir. Je me disais que l'enfant allait mourir mais quand je suis arrivée au CRENI, j'ai eu des soins et avec la stimulation, l'enfant est éveillée. Avant elle ne pouvait même pas tenir un objet ou quelque chose mais avec le lait, elle a pris du poids et ça va. Maintenant pour moi, la première des choses c'est l'hygiène, me laver les mains et celles de mes enfants au savon avant et après les repas, laver mes vêtements, couvrir la nourriture des mouches et de la poussière. Je ne vais plus jouer avec l'hygiène parce que les maladies viennent même des saletés. Quand je suis arrivée ici, j'ai su que c'est l'hygiène qui est la base de tout parce que quand tu es propre tu peux éviter certaines maladies. En tout cas RECOSA est un bon projet parce qu'aujourd'hui sans le projet, j'avais perdu mon enfant. Je vous remercie infiniment. Les mots me manquent pour vous remercier.

Omar Kaboré, animateur local dans la région du Nord témoigne de l'utilité de sa formation sur Leadership et gestion des conflits

Je suis Omar Kaboré, animateur à l'association Horizon Espoir et Solidarité. Nous intervenons dans la région du Nord mais nous sommes basés dans la province du Lorum. L'ONG évolue dans la défense des Droits humains, le changement climatique et la santé.

Dans le cadre du projet « Améliorons Nos Vies ! » nous avons bénéficié d'une formation en leadership et en gestion de conflits. Cette formation nous a été d'une grande utilité. Le renforcement de nos connaissances en leadership a accentué notre capacité à entraîner les autres avec nous dans un objectif et un projet commun de promotion de la paix. Pour demeurer un bon leader, il est nécessaire de suivre régulièrement des formations. Le défi sera de réussir à mobiliser la jeunesse et d'instaurer la confiance collective afin de favoriser la paix et la cohésion des équipes et garder le cap en cette période difficile que traverse la province de Lorum à l'instar



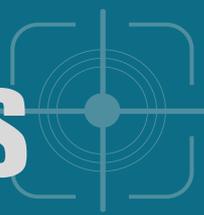
Omar Kaboré

des autres provinces du pays. Grâce à la formation reçue, nous avons appris comment appréhender les conflits au sein de notre communauté, comment les gérer, comment les éviter. Et surtout, comment conserver la cohésion sociale et la paix. De retour au sein de nos communautés, nous avons eu à intervenir dans la gestion des conflits. Nous sommes parvenus à gérer

des conflits sans passer par les autorités compétentes en la matière.

Nous sommes actuellement en phase de formation sur le parcours éducatif en tant que formateur. Il s'agit d'une formation qui vise à renforcer le rôle actif de tout individu dans la société et promouvoir certaines valeurs. Nous avons appris par exemple qu'il faut savoir regarder au-delà des représentations et voir les autres dans leur unicité et individualité. Aussi, la confiance est une attitude envers les autres mais aussi envers soi-même qui crée un climat de sécurité pour tous.

Nous sommes invités à dispenser la formation reçue auprès des personnes cibles dès notre retour dans nos zones respectives car nous avons acquis les compétences nécessaires. Il est important que la jeunesse puisse développer et consolider une série de compétences personnelles et sociales afin qu'ils deviennent des acteurs de la paix et de la cohésion sociale.



Transversalité entre la protection sociale et la gouvernance locale : audiences foraines pour l'établissement des actes d'état civil pour les bénéficiaires du transfert monétaire

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du programme de résilience et de cohésion sociale au sahel (PROGRESS), il est prévu une assistance en filets sociaux au profit de 2849 ménages très vulnérables afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins de base. Les modalités de distribution du cash étant mobile exige du bénéficiaire la possession d'un document d'identité notamment la carte nationale d'identité Burkinabè (CNIB) pour l'enrôlement des bénéficiaires dans le système de transfert.

Afin de faciliter l'aide humanitaire mais également de prévenir des stigmatisations et des arrestations arbitraires, des audiences foraines ont été initiées par les équipes Cohésion sociale à travers les Maisons de justice de Nouna et de Diapaga pour soutenir les ménages bénéficiaires du transfert monétaires qui n'en disposaient pas. Ces audiences ont été aussi ouvertes aux populations hôtes et les personnes déplacées internes pour leur permettre de s'enregistrer et se documenter dans les communes de Botou, Kantchari et Diapaga (Région de l'Est) et les communes de Di, Kassoum, Lanfièra, Barani et Nouna.

Ces audiences foraines ont été organisées sous forme d'appuis aux autorités judiciaires et l'administration locale des zones d'intervention du projet en vue de les rapprocher des bénéficiaires pour l'établissement d'actes d'Etat civil. Aussi pour faciliter l'accès aux différents documents, les opérations

ont été subventionnées à 60 % pour les CNIB et 100% pour les extraits ou jugements supplétifs d'actes de naissance, les casiers judiciaires et les certificats de nationalité. Au cours des opérations, au total 3 057 jugements supplétifs d'actes de naissance, 2283 Cartes Nationales

transversale entre les différents acteurs de mise en œuvre du projet. La transversalité, réside dans le fait que les acteurs du projet travaillant sur les volets cohésion sociale (accès à la justice) et SAME ont travaillé sur celle-ci de façon concertée et mutuelle.

La production et la délivrance de ces documents civils aux bénéficiaires a contribué à soulager la souffrance des populations surtout dans un contexte sécuritaire très fragile et a permis de prévenir les risques d'arrestation arbitraire et de stigmatisation qu'ils pourraient subir lors des contrôles sur les axes routiers. Aussi, ces documents facilitent l'accès à certaines aides humanitaires en l'occurrence les transferts monétaires dans le PROGRESS. Enfin, la délivrance de jugements supplétifs d'actes de naissance aux enfants des ménages bénéficiaires des activités du PROGRESS facilite également leur insertion dans le système scolaire et dans le système de protection sociale.



Enregistrement des bénéficiaires pour la production des CNIB à Kantchari



Remise de CNIB aux bénéficiaires



Remise des jugements d'actes de naissance aux bénéficiaires à Diapaga

LE COLLEGE A L'HONNEUR !

CHARLES SAWADOGO, UN MAILLON ESSENTIEL DE PARIC À DJIBO

Travailler sur des projets d'assistance humanitaire était une véritable vocation pour Charles. Pour lui c'était une façon de réaliser son ambition de toujours, car aussi loin qu'il s'en souvienne, son rêve a toujours été de venir en aide aux personnes vulnérables, leur redonner le sourire et l'espoir d'un lendemain meilleur. Exercer un métier de l'humanitaire, et travailler sur le projet PARIC fut l'opportunité pour lui de mettre en œuvre son savoir-faire au bénéfice des plus vulnérables, de renforcer ses capacités opérationnelles ; monter en compétences et apprendre au contact des autres. Charles travaille au sein de Solidarités international et est le Responsable SAME de PARIC à Djibo. Dans les lignes qui suivent il nous parler de son engagement et de son projet. Lisez plutôt !

PARIC, Un projet sahélien de résilience...

Le PARIC cristallise la volonté du Consortium de porter un projet de résilience dans un contexte d'urgence. Par sa logique d'intervention multi-sectorielle, intégrant des activités de relèvement économique et de protection sociale, il permet d'agir à la fois sur l'épuisement des ressources et les conflits, deux accélérateurs de la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel. Toutefois, les conflits et les attaques systématiques des groupes radicaux, le blocus de Djibo, asphyxiant la ville, rendent difficile la mise en œuvre de ce projet. « Les conditions sécuritaires sont particulièrement dégradées dans la province du Soum, surtout dans les communes de Djibo et de Pobé-Mengao. Depuis le mois de février, les groupes radicaux multiplient les exactions et les intimidations à l'égard des populations de Djibo et des villages environnants, les sommant de déguerpir. Les populations sont arrachées à leur foyer et contraintes d'abandonner vivres, animaux, et moyens de production, se réfugiant à Djibo, où les besoins se font de plus en plus pressants », témoigne Charles. Or, la mission Solidarités International au Burkina Faso souhaite offrir davantage à ces communautés vulnérables une chance de survie. La situation sécuritaire se dégrade, les attaques sont de plus en plus fréquentes, obligeant les équipes à sans cesse se renouveler, trouver des solutions alternatives, repenser et adapter les activités, parce qu'il n'est pas envisageable de laisser ces populations livrées à elles-mêmes. Face à cette situation qui réduit l'accès humanitaire et met en danger même l'intégrité des humanitaires, il faut s'adapter comme tente de l'expliquer Charles : « Dans ce contexte de déplacements massifs, nous devons anticiper et surtout être capables de nous adapter. C'est inévitable si nous souhaitons réaliser les résultats espérés,



Charles SAWADOGO
Responsable SAME de PARIC à DJIBO

si nous voulons offrir aux communautés les plus vulnérables des conditions de vie dignes. Rapidement, nous avons constaté que la mobilité perpétuelle était le premier obstacle à la mise en œuvre des activités et au suivi du projet. La dernière attaque du détachement militaire de Pobé-Mengao le 24 avril 2022, qui a entraîné de nouveaux déplacements des populations vers des localités que ne couvrait pas le projet, a montré à la fois les difficultés de sa mise en œuvre et la capacité d'adaptation des équipes. Des mises à jour régulières des mouvements des communautés assistées sont réalisées, et ce suivi nous a notamment permis d'assister les populations de Gargaboulé déplacées à Rollo. »

Adaptation et persévérance, les clés de la réussite du projet ?

Au regard de la situation humanitaire et sécuritaire dégradée dans la région, il y a une grande inquiétude des équipes quant à l'atteinte des résultats du projet dans les délais prévus. Les bénéficiaires sont en perpétuel mouvement et les biens productifs dépossédés, l'assistance est donc plus difficile. Toutefois, malgré ce contexte difficile et les inquiétudes des équipes, les activités se poursuivent dans la région. Pour Charles : « Les contraintes existent, mais elles sont inhérentes au métier et au contexte dans lequel nous évoluons. Le blocus de la ville de Djibo a entraîné une forte volatilité

des prix des denrées sur le marché, plongeant des milliers de familles dans une situation d'extrême urgence, et c'est précisément parce que les besoins sont plus pressants qu'il est indispensable de trouver le moyen d'y répondre. Un projet n'est jamais sans risques, et notre rôle est aussi de les mitiger. Pour cela, nous limitons le plus possible les sorties hors de Djibo. Les autorités administratives sont systématiquement informées en amont, et les distributions sont organisées dans des lieux appropriés du point de vue sécuritaire, au sein de la ville ». Le processus de réadaptation du projet est en cours au niveau des acteurs du Consortium. A titre d'exemple, les modalités de réalisation des Activités Génératrices de Revenus (AGR), qui devaient permettre d'accroître les capacités productives, transformatives et commerciales des communautés vulnérables, et de contribuer à leur autonomisation, n'étaient plus pertinentes dans le contexte sahélien de déplacements massifs et perpétuels. Ces AGR seront donc mobiles, et les ménages assistés capables de déporter leurs activités au sein de la nouvelle zone d'accueil. Afin de réussir au mieux sa mission, Charles fait preuve de courage, d'abnégation, d'adaptation face à une situation qui évolue rapidement et de persévérance parce qu'au final ce qui compte c'est soulager ces populations qui s'interrogent sur leur avenir. ■

SAVE THE DATE



SEPTEMBRE 2022

COMITÉ DE COORDINATION



21 SEPTEMBRE 2022

JOURNÉE MONDIALE DE LA PAIX



OCTOBRE 2022

COMITÉ DE CONCERTATION DU PDU



NOVEMBRE 2022

ATELIER BILAN/CAPITALISATION À MI-PAROURS



La Newsletter de l'Inter Consortia



Terre des hommes
Aide à l'enfance.



Cellule de coordination Inter Consortia
Programme de développement d'Urgence

Financé par
l'Union européenne